

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Pour l'application de la norme horaire de 475 heures dans le cadre de contrats de travail pour étudiants visée à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et l'article 41, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 établissant les diverses qualités de l'enfant bénéficiaire et relatif aux exemptions des conditions d'octroi pour les allocations familiales, les montants initiaux naissance et adoption et les allocations de participation universelles, il n'est pas tenu compte des prestations effectuées sous le contrat de travail précité pendant la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 septembre 2021 inclus.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1 juillet 2021.

Art. 3. Le ministre flamand qui a le Grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2021/21545]

10 JUIN 2021. — Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne concernant l'utilisation des dispositifs de vaccination contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ses articles 5, § 1^{er}, I, et 92bis;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014, le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 et le décret wallon du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant le Règlement (UE) 2021/953 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats interoperables de vaccination, de test et de rétablissement afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 (certificat COVID-19 de l'UE);

Considérant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17bis;

Considérant le décret du 17 juillet 2002 de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E, l'article 2, § 2. 8;

Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé en respect de la répartition de compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles et des décrets adoptés sur la base de l'article 138 de la Constitution;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises;

Considérant les recommandations en matière de vaccination contre le SARS-COV-2 pour les personnes âgées de 16 à 17 ans en Belgique du Conseil supérieur de la santé du 18 mai 2021 n° 9655;

Considérant que des dispositifs de vaccination contre la COVID-19 ont déjà été mis en place par la Région wallonne;

Considérant que ces dispositifs de vaccination peuvent être utilisés pour les vaccinations contre la COVID-19 par les personnes âgées de moins de 18 ans;

Considérant la décision de la Conférence Interministérielle santé publique du 5 juin 2021;

Considérant qu'il convient de démarrer la phase de vaccination contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans le plus rapidement possible car la vaccination de la population belge constitue un outil important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19;

Considérant qu'il convient de lier cette phase à la date de la décision qui est prise en Conférence Interministérielle Santé publique,

Il est nécessaire de conclure un accord de coopération,

Entre

La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, de Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Article 1^{er}. L'accord de coopération vise l'utilisation des dispositifs de vaccination mis en place, dans la région de langue française, par la Région wallonne contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans.

Art. 2. La vaccination contre la COVID-19 des personnes âgées de moins de 18 ans est effectuée via les dispositifs de vaccination contre la COVID-19 et suivant les modalités d'invitation, de prise de rendez-vous, d'administration du vaccin, d'enregistrement de la vaccination et de surveillance mis en place par la Région wallonne, par le personnel y

afférent conformément aux procédures standardisées appelées " SOP ", « Standard Operating Procedures » définies par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé et aux recommandations des instances d'avis de la santé.

Les certificats de vaccination contre la COVID-19 des personnes âgées de moins de 18 ans sont délivrés par la Région wallonne, conformément aux dispositions légales belges et européennes applicables en la matière et selon les mêmes modalités que celles mises en place par la Région wallonne.

Les services de support liés aux modalités visées aux alinéas précédents font partie intégrante des prestations mises à disposition par la Région wallonne.

Art. 3. La Communauté française peut utiliser un autre dispositif de vaccination contre la COVID-19 pour un public cible déterminé qui relève de sa compétence et qui n'est pas mis en place par la Région wallonne.

Ce dispositif de vaccination contre la COVID-19 visé à l'alinéa précédent ne tombe pas dans le champ d'application du présent accord.

Art. 4. § 1^{er}. La Communauté française intervient dans le coût de l'utilisation des dispositifs de vaccination contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans mis en place par la Région wallonne. L'indemnisation est calculée dans les 6 mois de la clôture des dispositifs de vaccination. Cette indemnisation est fonction du nombre de personnes âgées de moins de 18 ans résidant en région de langue française qui ont été vaccinées via un dispositif de vaccination mis en place par la Région wallonne, et est calculée en multipliant ce nombre par le coût réel par personne vaccinée via le dispositif de vaccination à charge de la Région wallonne, après intervention de l'autorité fédérale selon l'application de la clé de financement décidée en Conférence interministérielle. Ce coût comprend les charges réelles des dispositifs de vaccination ainsi que la contribution aux certificats de vaccination contre la COVID-19.

§ 2. Au plus tard 6 mois après la clôture des dispositifs de vaccination contre le COVID-19, la Région wallonne, par l'intermédiaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, établit le montant dû par la Communauté française conformément aux modalités précisées au paragraphe précédent et notifie ce montant à la Communauté française, qui procède au remboursement.

Art. 5. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les membres de cette juridiction sont respectivement désignés par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre la Communauté française et la Région wallonne.

Art. 6. Le présent accord de coopération produit ses effets le 5 juin 2021.

Le présent accord de coopération produit ses effets jusqu'à sa révision ou sa dénonciation qui intervient le jour où toutes les parties ont remis un accord écrit pour mettre fin à l'accord de coopération et après la publication d'une communication confirmant cet accord écrit au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juin 2021.

Le Ministre-Président du Communauté française,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,

Ch. MORREALE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE
UND MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT

[C - 2021/21545]

10. JUNI 2021 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region bezüglich der Umsetzung von COVID-19-Impfmaßnahmen für Personen unter 18 Jahren

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 I und 92bis;

Aufgrund des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014, des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 4. April 2014 und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie;

In Erwägung des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit, Artikel 47/17bis;

In Erwägung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 2002 zur Reform des "Office de la Naissance et de l'Enfance", kurz O.N.E., Artikel 2 § 2.8;

In der Erwägung, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen in Übereinstimmung mit der Verteilung der Zuständigkeiten, die sich aus dem Sondergesetz zur Reform der Institutionen und die auf der Grundlage von Artikel 138 der Verfassung verabschiedeten Dekrete ergeben, abgeschlossen werden konnte

In der Erwägung, dass es für die öffentliche Gesundheit und zur Vermeidung eines erneuten Ausbruchs der mit COVID-19 verbundenen Pandemie von entscheidender Bedeutung ist, dass die erforderlichen Maßnahmen in Bezug auf Impfungen getroffen werden können;

In Erwägung der Empfehlungen zur Impfung gegen SARS-COV-2 für Personen im Alter von 16 bis 17 Jahren in Belgien, die der Hohe Gesundheitsrat in seiner Stellungnahme vom 18. Mai 2021 Nr. 9655 geäußert hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region bereits COVID-19-Impfmaßnahmen getroffen hat;

In der Erwägung, dass diese Impfmaßnahmen für Impfungen gegen COVID-19 von Personen unter 18 Jahren umgesetzt werden können;

In Erwägung des Beschlusses der Interministeriellen Konferenz für öffentliche Gesundheit vom 5. Juni 2021;

In der Erwägung, dass die Impfphase gegen COVID-19 für Personen unter 18 Jahren so schnell wie möglich eingeleitet werden sollte, da die Impfung der belgischen Bevölkerung ein wichtiges Instrument im Kampf gegen die COVID-19-Pandemie ist;

In der Erwägung, dass es angemessen ist, diese Phase mit dem Datum des Beschlusses zu verknüpfen, der in der Interministeriellen Konferenz für öffentliche Gesundheit gefasst wird,

Ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen, zwischen

der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident und Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte;

und der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung und Christie Morreale, Vizepräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Artikel 1 - Das Zusammenarbeitsabkommen betrifft die Nutzung der von der Wallonischen Region angewandten Maßnahmen zur Impfung gegen COVID-19 für Personen unter 18 Jahren im französischen Sprachgebiet.

Art. 2 - Die Impfung von Personen unter 18 Jahren gegen COVID-19 erfolgt über die COVID-19-Impfstellen und gemäß den von der Wallonischen Region eingerichteten Verfahren zur Einladung, Terminvereinbarung, Verabreichung des Impfstoffs, Registrierung der Impfung und Überwachung durch das entsprechende Personal gemäß den standardisierten Verfahren, den sogenannten "SOPs", "Standard Operating Procedures", die von der Föderalen Agentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte und den Empfehlungen der Gesundheitsberatungsgremien festgelegt wurden.

Die COVID-19-Impfzertifikate für Personen unter 18 Jahren werden von der Wallonischen Region in Übereinstimmung mit den einschlägigen belgischen und europäischen Rechtsvorschriften und nach den Verfahren, die von der Wallonischen Region eingeführt wurden, ausgestellt.

Die Unterstützungsdienste, die mit den in den vorangegangenen Absätzen genannten Verfahren verbunden sind, sind ein integraler Bestandteil der von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellten Dienste

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft kann andere Impfmaßnahmen gegen COVID-19, die nicht von der Wallonischen Region eingeführt wurden, auf eine bestimmte Zielgruppe ihres Zuständigkeitsbereichs anwenden.

Diese im vorangehenden Absatz erwähnten COVID-19-Impfmaßnahmen fallen nicht in den Geltungsbereich dieses Abkommens.

Art. 4 - § 1. Die Französische Gemeinschaft beteiligt sich an den Kosten für die Durchführung der COVID-19-Impfung für Personen unter 18 Jahren, die von der Wallonischen Region organisiert wird. Die Entschädigung wird innerhalb von 6 Monaten nach Abschluss der Impfmaßnahmen berechnet. Diese Entschädigung hängt von der Anzahl der Personen unter 18 Jahren mit Wohnsitz in dem französischen Sprachgebiet ab, die über ein von der Wallonischen Region eingerichtetes Impfsystem geimpft wurden, und wird durch Multiplikation dieser Anzahl mit den tatsächlichen Kosten pro Person, die über das von der Wallonischen Region getragene Impfsystem geimpft wurde, nach Intervention der föderalen Behörde gemäß der Anwendung des von der Interministeriellen Konferenz beschlossenen Finanzierungsschlüssels berechnet. Diese Kosten beinhalten die tatsächlichen Kosten für die Impfmaßnahmen sowie den Beitrag für die COVID-19-Impfzertifikate.

§ 2. Spätestens sechs Monate nach der Abschluss der COVID-19-Impfmaßnahmen stellt die Wallonische Region über die Wallonische Agentur für die Gesundheit, den Sozialschutz, das Behindertenwesen und die Familien den von der Französischen Gemeinschaft geschuldeten Betrag gemäß den im vorstehenden Paragraphen genannten Verfahren fest und teilt diesen Betrag der Französischen Gemeinschaft mit, die die Erstattung vornimmt.

Art. 5 - Streitigkeiten zwischen den Parteien über die Auslegung oder Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens werden einem Kooperationsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.

Die Mitglieder dieses Gerichts werden jeweils von der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regierung ernannt.

Die Funktionskosten des Gerichts werden zu gleichen Teilen von der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region getragen.

Art. 6 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen wird am 5. Juni 2021 wirksam.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen bleibt bis zu seiner Abänderung oder Widerrufung wirksam, die an dem Tag erfolgt, an dem alle Parteien eine schriftliche Zustimmung zur Beendigung des Zusammenarbeitsabkommens vorgelegt haben, und nach der Veröffentlichung einer Mitteilung zur Bestätigung dieser schriftlichen Zustimmung im *Belgischen Staatsblatt*.

Brüssel, den 10. Juni 2021

Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft
P.-Y. JEHOLET

Die Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte
B. LINARD

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung
E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen der Wallonischen Regierung

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21545]

10 JUNI 2021. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende het gebruik van de vaccinatiestelsels tegen COVID-19 voor personen jonger dan 18 jaar

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 5, § 1, I, en 92bis;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014, het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 en het Waalse decreet van 11 april 2014 over de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende de Verordening (EU) 2021/953 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID-19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren (digitaal EU-COVID-certificaat);

Overwegende het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, artikel 47/17bis;

Overwegende het decreet van 17 juli 2002 van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E., artikel 2, §2. 8;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord verwezenlijkt werd met inachtneming van de verdeling van de bevoegdheden die voortvloeien uit de bijzondere wet tot hervorming der instellingen en de op grond van artikel 138 van de Grondwet aangenomen decreten;

Overwegende dat het van vitaal belang is, voor de volksgezondheid en om te voorkomen dat de pandemie in verband met COVID-19 opnieuw uitbreekt, dat de nodige maatregelen op het gebied van vaccinaties kunnen worden getroffen;

Overwegende de aanbevelingen inzake vaccinatie tegen SARS-COV-2 voor personen van 16 tot 17 jaar in België van de Hoge Gezondheidsraad van 18 mei 2021, nr. 9655;

Overwegende het Waalse Gewest reeds vaccinatieprogramma's tegen COVID-19 heeft opgezet;

Overwegende dat deze vaccinatiestelsels kunnen worden gebruikt voor de vaccinatie tegen COVID-19 ten bate van personen jonger dan 18 jaar;

Overwegende de beslissing van de Interministeriële Conferentie over Volksgezondheid van 5 juni 2021;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk moet worden begonnen met de vaccinatiefase tegen COVID-19 voor personen jonger dan 18 jaar, omdat de vaccinatie van de Belgische bevolking een belangrijk instrument is in de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Overwegende dat het dienstig is deze fase te koppelen aan de datum van de beslissing die in de Interministeriële Conferentie over de volksgezondheid wordt genomen,

Is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord te sluiten,

Tussen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Pierre Yves Jeholet, minister-president, Bénédicte Linard, vice-presidente en minister van Kind, Volksgezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Elio Di Rupo, minister-president van de Waalse Regering en Christie Morreale, vice-presidente van de Waalse Regering en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord heeft tot doel het gebruik van de in het Franse taalgebied door het Waalse Gewest opgezette vaccinatiestelsels tegen COVID-19 voor personen onder de 18 jaar.

Art. 2. De vaccinatie tegen COVID-19 van personen jonger dan 18 jaar wordt uitgevoerd via de vaccinatiestelsels ter bestrijding van COVID-19 en volgens de nadere regels voor het uitnodigen van personen, het sluiten van afspraken, het toedienen van het vaccin, de registratie van de vaccinatie en de controle die door het Waalse Gewest zijn opgesteld, door het betrokken personeel volgens de gestandaardiseerde procedures, "SOP's" genaamd, "Standard Operating Procedures", die door het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten zijn vastgelegd en volgens de aanbevelingen van de gezondheidsadviesorganen.

Vaccinatiecertificaten tegen COVID-19 voor personen jonger dan 18 jaar worden afgegeven door het Waalse Gewest, overeenkomstig de Belgische en Europese wettelijke bepalingen die ter zake gelden en volgens dezelfde nadere regels als die welke door het Waalse Gewest zijn ingesteld.

De ondersteunende diensten die verband houden met de in de vorige leden bedoelde nadere regels maken integraal deel uit van de diensten die door het Waalse Gewest ter beschikking worden gesteld.

Art. 3. De Franse Gemeenschap kan een ander vaccinatiestelsel tegen COVID-19 toepassen voor een specifieke doelgroep die onder haar bevoegdheid valt en dat niet door het Waalse Gewest is ingesteld.

Het in het vorige lid bedoelde COVID-19 vaccinatiestelsel valt niet onder het toepassingsgebied van dit akkoord.

Art. 4. § 1. De Franse Gemeenschap draagt bij tot de kosten voor het gebruik van het vaccinatiestelsel COVID-19 voor personen jonger dan 18 jaar dat door het Waalse Gewest is opgezet. De vergoeding wordt berekend binnen 6 maanden na de sluiting van de vaccinatievoorzieningen. Deze vergoeding is gebaseerd op het aantal personen jonger dan 18 jaar die in het Franse taalgebied wonen en die zijn gevaccineerd via een door het Waalse Gewest opgezet vaccinatieprogramma, en wordt berekend door dit aantal te vermenigvuldigen met de werkelijke kosten per gevaccineerde persoon via het vaccinatiestelsel ten laste van het Waalse Gewest, na tussenkomst van de federale overheid volgens de toepassing van de financieringsleutel waartoe de Interministeriële Conferentie heeft besloten. Deze kosten omvatten de werkelijke kosten van de vaccinatievoorzieningen en -stelsels en de bijdrage aan de COVID-19-vaccinatiecertificaten.

§ 2. Uiterlijk 6 maanden na de sluiting van de COVID-19-vaccinatievoorzieningen stelt het Waalse Gewest via het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezin, het door de Franse Gemeenschap verschuldigde bedrag vast volgens de nadere regels bepaald in het vorige lid en deelt dit bedrag mee aan de Franse Gemeenschap, die tot de terugbetaling overgaat.

Art. 5. Geschillen tussen de partijen bij dit akkoord over de interpretatie of uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsrechtbank in de zin van artikel 92bis, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De leden van dit hof worden respectief benoemd door de Regering van de Franse Gemeenschap en door de Waalse Regering.

De werkingskosten van het hof worden gelijk verdeeld over de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 5 juni 2021.

Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking tot de herziening of opzegging ervan, die plaatsvindt op de dag waarop alle partijen schriftelijk hebben ingestemd met de beëindiging van het samenwerkingsakkoord en na de bekendmaking van een bericht waarin dit schriftelijk akkoord wordt bevestigd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 10 juni 2021.

De minister-president van de Franse Gemeenschap,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Volksgezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De minister-president van de Waalse Regering,

E. DI RUPO

De minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten
van de Waalse Regering,

Ch. MORREALE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21544]

14 JUILLET 2021. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 10 juin 2021 entre la Communauté française et la Région wallonne concernant l'utilisation des dispositifs de vaccination contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 10 juin 2021 conclu entre la Communauté française et la Région wallonne concernant l'utilisation des dispositifs de vaccination contre la COVID-19 pour les personnes âgées de moins de 18 ans.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

(1) Session 2020-2021

Documents du Parlement. - Projet de décret, n° 260-1. - Rapport de commission, n° 260-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 260-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021.